

# le grand entretien



## « La décarbonation de l'économie va coûter cher »

**THIERRY TROUVÉ**  
 Directeur général de GRTgaz

Stéphane Legoutte/Challenges-REA

### Son parcours

Thierry Trouvé, 61 ans, est ingénieur général des Mines. Il a commencé sa carrière au ministère de la Défense avant d'occuper plusieurs positions à la RATP et au ministère de l'Industrie. En 2000, il rejoint la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en tant que directeur du marché et du service public de l'énergie, avant d'être nommé directeur de la prévention des pollutions et des risques, au sein du ministère de l'Ecologie et du Développement durable. En 2006, il rejoint GRTgaz, d'abord en tant que directeur général adjoint puis comme directeur général d'Elengy, et enfin comme directeur général du groupe depuis 2013.

### Son actu

En tant que gestionnaire du principal réseau de transport de gaz en France, GRTgaz a été en première ligne de la crise énergétique, suite à l'arrêt des approvisionnements européens en gaz russe. Le groupe, détenu par Engie et la Caisse des dépôts et consignations, possède aussi Elengy, qui gère la plupart des terminaux méthaniers français.

baissé, les méthaniseurs ont subi l'inflation et la hausse des matières premières de plein fouet. Aucun nouveau projet ne se concrétise, il faut relancer la machine. Le gouvernement en est conscient mais il y a urgence.

### Sera-t-il possible de décarboner tout le gaz ?

Sans même parler de l'hydrogène renouvelable et bas carbone, on estime que toutes les filières de gaz renouvelables ont un potentiel de production de 320 TWh à l'horizon 2050, ce qui permettra de servir toute la consommation envisagée à cet horizon. Environ 130 TWh viendront de la méthanisation, le reste des autres techniques en développement comme la gazéification ou la méthanation. Au Danemark, 33 % de la consommation de gaz provient déjà du biométhane. En France, nous n'en sommes qu'à 2 %.

### Qu'attendez-vous de la programmation pluriannuelle de l'énergie, qui doit être fixée d'ici à la fin de l'année ?

Que les ambitions pour toutes les sources d'énergies décarbonées soient fixées à une hauteur suffisante et réaliste. Aujourd'hui, personne ne dit, à part un ou deux acteurs, que l'on pourra basculer dans un système ne reposant que sur de l'électricité. Mais il y aura débat et le gouvernement va devoir faire des choix.

### Avec le GNL, ou les futurs besoins en hydrogène, n'est-on pas en train de reproduire des dépendances ?

La souveraineté énergétique est un sujet important. La France est aujourd'hui dans une meilleure position que l'Allemagne car elle a su par le passé diversifier sa base de fournisseurs : c'était la Russie, mais aussi la Norvège, l'Algérie, le Qatar... Il ne faut pas confondre souveraineté énergétique et autarcie. Il ne faut pas s'interdire d'aller chercher l'énergie là où elle est moins chère dès lors qu'on organise prudemment ses approvisionnements. Et nous vivons en Europe. Si demain on importe de l'hydrogène d'Espagne, produit à partir de renouvelables abondants, cela ne me choque pas. D'où le projet BarMar, le futur réseau d'hydrogène entre Barcelone et Marseille. Et la filière française de l'énergie pourra devenir un hub et faire aussi remonter de l'hydrogène vers l'Europe du Nord.

### On l'a vu cet hiver, il y a besoin de coordination entre les réseaux électriques et gaziers. Est-ce que cela fonctionne ?

Quand on pense énergie, il faut penser global. Regardez ce qui se passe aux Pays-Bas, où les opérateurs d'électricité et de gaz appartiennent à l'Etat. Celui-ci leur a demandé de faire des études sur les futurs réseaux, de créer une carte des réseaux électriques, de biométhane et d'hydrogène, avec les points d'interconnexion entre réseaux, où placer les électrolyseurs... C'est un optimum économique à choisir.

### Vous avez un actionnaire commun avec RTE, la Caisse des dépôts et consignations. Pourrait-on s'orienter vers un rapprochement, comme évoqué il y a quelques années ?

Sans aller jusqu'à un rapprochement, la Caisse des dépôts nous demande de coopérer, et nous le faisons déjà, pour projeter un système énergétique intégré. La Commission européenne le demande aussi au niveau européen. Il y a des progrès à faire en France. Mais si on ne le fait pas, on risque d'avoir un réseau énergétique sous-optimalisé. ■

Propos recueillis par  
**David Barroux**  
 @DavidBarroux  
 et **Nicolas Rauline**  
 @nrauline

### Quel bilan tirez-vous de cet hiver, présenté comme celui de tous les dangers à l'automne pour l'énergie ?

L'hiver s'est bien passé, nous n'avons pas eu besoin de procéder à des délestages. Dans des délais très courts, la France et l'Europe ont réussi à inverser complètement les flux de gaz qui, avant la guerre en Ukraine, transportaient de l'Est vers l'Ouest du gaz russe alors qu'aujourd'hui l'Europe importe essentiellement à partir de l'Ouest. Les quantités de gaz naturel liquéfié importées en France ont été multipliées par deux en 2022 et nous avons pu exporter du gaz vers nos voisins, en particulier l'Allemagne, la Belgique et la Suisse. Au total, nous avons expédié 150 TWh de gaz, l'équivalent d'un tiers de la consommation française. Et le gaz a fortement soutenu le réseau électrique français, compte tenu de la situation difficile dans laquelle il était en raison des problèmes affectant le parc nucléaire. Notre système énergétique a tenu grâce aux efforts de sobriété, en électricité comme en gaz, avec une baisse de 9 % de la consommation de gaz, mais aussi grâce à la mobilisation du secteur gazier français.

### La flambée des prix est-elle derrière nous ?

Les prix ont surtout explosé l'été dernier mais sont redescendus depuis. Le marché s'est assagi depuis janvier, nous sommes revenus aux prix d'avant-guerre. Mais, si les prix ont beaucoup augmenté en France au pic de la crise, il faut rappeler que nous sommes le pays en Europe où le gaz est resté le moins cher. Les prix ont augmenté moins vite que pour l'électricité et quand on dit que l'électricité était chère à cause du gaz, c'est inexact pour la France. Il y a bien d'autres facteurs, notamment la disponibilité du parc nucléaire. Cela a eu une conséquence : l'industrie française qui dépend du gaz a moins souffert, par exemple, que l'industrie allemande. Il est difficile de prévoir comment les prix vont évoluer dans les prochains

mois. L'an dernier, par exemple, il y a eu un incendie sur une usine de liquéfaction de gaz américaine, qui a fait grimper les prix. Mais cette année nous sommes plutôt bien positionnés, avec des stocks qui restent préservés en sortie d'hiver.

### Comment expliquer cette situation ?

Nous avons un cocktail d'infrastructures pertinentes, avec quatre terminaux méthaniers, et un cinquième, flottant, qui entrera en fonction mi-septembre au Havre et qui devrait alimenter 10 % de la consommation française de gaz, soit plus de la moitié de ce qui arrivait auparavant par gazoduc de Russie. Nous avons fait des choix avisés par le passé. L'an dernier, 57 % du gaz consommé en France est arrivé par ces terminaux. C'est du jamais-vu, nous n'avions jamais franchi les 50 %. Cela change la donne car cela génère une activité de transit. Alors que nous étions auparavant le « cul-de-sac » du gaz russe, la France est aujourd'hui une porte d'entrée du gaz en Europe.

### On a beaucoup dit que la situation serait plus compliquée l'hiver prochain. Vous n'êtes plus inquiet ?

Les choses se présentent relativement bien en France, notamment si l'on considère l'apport du terminal flottant. Nos stocks de gaz sont dans le haut de la moyenne historique, même s'ils sont légèrement plus bas que ce qui était attendu il y a quelques semaines, en raison des mouvements sociaux qui ont ralenti l'activité des stockages et des terminaux méthaniers. Nous sommes entrés dans la saison de remplissage et les premières injections ont démarré. Bien sûr, il faut poursuivre les efforts de sobriété, qui seront nécessaires à court terme mais aussi sur le long terme. Et il y a un facteur météo déterminant qui n'est pas entre nos mains.

Au niveau européen, nous avons certes encore un mauvais moment à passer, de quatre à cinq ans, le temps que de nouvelles capacités mondiales de production de gaz entrent en service, car aujourd'hui, un décalage pourrait apparaître entre la capacité de production existante et la demande en cas de pic de la consommation mondiale. Nous ne sommes donc pas à l'abri de difficultés,

surtout si nous devons faire face à une succession d'hivers froids.

### Comment le gaz peut-il réussir sa transition ?

Il n'y aura pas de transition réussie sans accélération de ce qu'on peut appeler la troisième révolution du gaz. La première, c'était le gaz de ville qui, d'ailleurs, était produit en France. On ne s'en souvient pas, mais au XIX<sup>e</sup> siècle, on produisait du gaz à partir de charbon, dans des usines à gaz. Puis, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, le développement du gaz naturel a remplacé ces usines. La troisième révolution qui a démarré consiste à remplacer ce gaz naturel par du gaz produit essentiellement en France, d'origine renouvelable ou bas carbone : biométhane et hydrogène.

### « La filière gaz renouvelables est plus rapide à développer que la construction de nouveaux réacteurs nucléaires. »

L'ambition, c'est d'avoir en 2050 un gaz entièrement renouvelable, bas ou zéro carbone et produit principalement sur notre territoire. Un gaz produit en majorité à partir de la biomasse, de déchets agricoles. La transition énergétique est un défi immense et nous aurons besoin de tous les leviers pour y arriver. L'électricité seule ne suffira pas, nous avons besoin d'autres façons de décarboner. Il faut garder une forme d'énergie stockable, qui jouera un rôle d'assurance du système énergétique. On l'a vu cet hiver : c'est grâce au gaz que l'on a eu de l'électricité. Quand, l'été dernier, la moitié du parc nucléaire était indisponible, les centrales à gaz étaient là pour produire de l'électricité. Quand, en décembre, il y a eu une pointe de froid et pas de vent, on a fait appel aux centrales à gaz. On sait stocker aujourd'hui un tiers de notre consommation de gaz annuelle. Le gaz garantit la sécurité de notre système énergétique. Mais, bien sûr, il faut que ce gaz soit décarboné.

### Le biogaz est aujourd'hui plus cher. La transition énergétique, cela veut forcément dire des factures plus élevées ?

La décarbonation de l'économie va coûter cher, c'est une certitude. On paiera plus cher notre gaz mais comme toutes nos sources d'énergie. L'an dernier, quand les prix du gaz ont explosés, le biométhane est cependant devenu moins cher que le gaz naturel. Par ailleurs, nous n'avons pas besoin d'investir démesurément dans de nouvelles infrastructures pour basculer vers le biogaz. Le réseau est déjà là, il est largement suffisant d'autant que la consommation de gaz a vocation à baisser.

Il n'y a pas besoin de réinvestir, à deux exceptions près. Il va d'abord falloir collecter le biométhane, aller le chercher dans des exploitations agricoles qui vont le produire. Mais on parle là de 6 à 9,7 milliards d'euros d'ici à 2050, selon les scénarios de consommation, bien loin des montants indispensables pour la collecte de l'électricité renouvelable. Et c'est en plus de l'activité supplémentaire pour les campagnes, et une bonne gestion des déchets. L'autre exception, c'est l'hydrogène. Les grands industriels vont en avoir besoin pour décarboner leurs activités. Et nous aurons besoin d'un réseau mutualisé pour relier les sites de production et de consommation dans les bassins industriels puis pour relier ces bassins entre eux et avec les stockages. Une partie de notre réseau actuel de gaz naturel pourra d'ailleurs être convertie.

### Quels sont les freins aujourd'hui ?

Il faut clairement accélérer. La loi prévoyait 10 % de biométhane dans notre mix gazier en 2030. En 2023, nous sommes déjà au-dessus de la trajectoire et nous sommes tout à fait capables d'atteindre 20 %. Plus de 9 TWh de biométhane seront produits cette année, soit l'équivalent d'une tranche nucléaire et demie, et 16 TWh supplémentaires de projets ont demandé leur raccordement aux réseaux. La filière gaz renouvelables pourrait fournir 60 TWh en 2030 et elle est plus rapide à développer que la construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Mais cette filière est en train de s'arrêter car ces dernières années les tarifs d'achat de biométhane ont